

Jessica GERONDAL

Trésorière Nationale du Mouvement des Jeunes Socialistes

Eliot PAVIA

Animateur Fédéral du Mouvement des Jeunes Socialistes de Meurthe et Moselle

Hervé FERON

Député de Meurthe et Moselle, Maire de Tomblaine

vous invitent à une rencontre d'information et d'échange à l'occasion

du 22^{ème} anniversaire du génocide perpétré contre les Tutsis au Rwanda

Jeudi 26 mai 2016 à 20h

A l'Espace Jean-Jaurès - Place des Arts - Tomblaine.

« Rwanda : il faut maintenant briser le silence ! »

Le 5 avril dernier, Hervé Féron a cosigné une tribune de parlementaires, anciens ministres français et européens, représentants d'associations antiracistes, de la jeunesse, Français, Rwandais et Européens, appelant le gouvernement français à rompre avec le silence sur la collaboration avec le régime génocidaire de certains hauts dirigeants français des années 1990, avant, pendant et après le génocide contre les Tutsis au Rwanda en 1994^[1].

A l'invitation de l'EGAM (mouvement antiraciste européen), il a participé à la délégation envoyée à Kigali en avril dernier à l'occasion des 22^{èmes} commémorations du génocide contre les Tutsis au Rwanda. Au cours de ce séjour, il a notamment pu rencontrer des parlementaires rwandais ainsi que la Ministre des affaires étrangères, qui ont apprécié la présence d'un représentant politique français alors que l'ignorance de la classe politique française vis-à-vis du Rwanda est tant décriée.

Le génocide perpétré contre les Tutsis au Rwanda a fait plus d'un million de morts en près de trois mois. La particularité de ce génocide dit « de proximité », ou encore « de voisins », est d'avoir transformé, par une propagande insidieuse et profonde, des amis, membres d'une même famille, en bourreaux et victimes. Sous couvert d'arguments racistes directement inspirés des thèses nazies, l'objectif des génocidaires était une extermination rapide et totale des Tutsis. Aujourd'hui, le Rwanda peine à se remettre de cet épisode historique particulièrement traumatisant qui a très vite dégénéré en une guerre civile.

Mais ce génocide est aussi une histoire française, car manifestement des responsables politiques et militaires au plus haut niveau de l'Etat français ont collaboré activement avec le pouvoir en place, pouvoir qui au fil des années s'est révélé génocidaire.

L'armée française aurait en effet facilité le passage des officiels du régime génocidaire vers le Zaïre, en leur assurant un sauf-conduit ainsi qu'une protection militaire. Elle aurait même livré plusieurs milliers d'armes aux militaires hutus réfugiés au Zaïre ayant massacré des Tutsis, en leur payant même leur solde (!), alimentant ainsi les vingt ans de guerre civile qui ont suivi au Zaïre et dans les pays environnants (notamment au Burundi).

On doit se demander pourquoi rien n'a été dit aux Français et pourquoi nous ne sommes pas, à la différence des Belges au Congo, capables de faire notre autocritique. Même s'il y a eu un « après-Rwanda » dans l'armée, où une réflexion a été menée en interne, l'exercice démocratique n'a pas eu lieu. C'est pourquoi une issue possible serait de confier à un groupe d'historiens français et rwandais le soin d'examiner ensemble les archives, en leur en garantissant un véritable accès, et de ne pas se contenter des quelques dizaines de papiers sans intérêt déclassifiés en 2015 et qui ne sont que de la poudre aux yeux.

Une autre priorité doit être de juger les génocidaires que la France a formés et armés et dont certains vivent encore dans notre pays, car le pardon ne sera rendu possible qu'une fois que justice aura été faite. On estime ainsi à 3 000 le nombre de génocidaires cachés en Europe.

La France n'a pour le moment pas été capable de faire preuve de véritable compassion pour les rescapés et les familles de victimes alors même que ces derniers se sentent seuls, oubliés, la France faisant partie intégrante de leur histoire nationale. Cette sensation d'abandon s'est, plus que jamais, fait cruellement sentir en cette période de commémoration.

Voilà pourquoi c'est un travail d'histoire, de justice et de mémoire qui doit pouvoir être mené. Lumière doit être faite sur l'implication de chacun au Rwanda, héros ou bourreau, car l'histoire ne doit pas servir uniquement à glorifier mais aussi à juger et à responsabiliser.

En effet, comme il était écrit dans un bel article du Monde publié en 2011, « *Une véritable réconciliation franco-rwandaise passera par la reconnaissance du courage des anonymes, aux antipodes du bellicisme et de la hargne de certains hauts-gradés ou de la lâcheté des politiques responsables des ambiguïtés françaises au Rwanda* ».

[1] Lien vers la tribune : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/04/05/les-signataires-de-la-tribune-rwanda-il-faut-maintenant-briser-le-silence_4895756_3212.html